



Communiqué de presse

CEREALKILLER remet sa pétition sur les agrocarburants aux représentants de la future coalition gouvernementale

Luxembourg, le 25 novembre 2013. Ce matin les ONG de la plateforme luxembourgeoise CEREALKILLER ont remis aux représentants de la future coalition gouvernementale une enveloppe géante de 2 x 3 mètres avec plus de 2'000 signatures, demandant aux représentants de DP, LSAP et Déi Gréng de s'engager en faveur d'une réforme de la législation européenne en matière d'agrocarburants. Ceci implique notamment un renforcement des critères de durabilité écologique et l'introduction de normes plus strictes en matière sociale et de droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne la production d'agrocarburants dans les pays du Sud. Déjà en décembre de cette année, à l'occasion de la rencontre des ministres de l'énergie, le nouveau Gouvernement devra se positionner sur ce dossier.

Une pétition aux représentants de la future coalition gouvernementale

Il y a un an la plateforme CEREALKILLER avait lancé cette campagne, avec pour objectif d'informer sur la problématique des agrocarburants. Etant souvent qualifiés comme « bio », ils ne constituent cependant pas de solution durable face aux problèmes climatiques et énergétiques. Les ONG avaient lancé cette pétition pour exiger du Gouvernement luxembourgeois un engagement en faveur d'une réforme de la législation européenne en matière d'agrocarburants.

Les agrocarburants font partie des instruments les plus controversés et contestés de la politique climatique et énergétique européenne. Selon la Directive européenne de 2009 sur la promotion d'énergies renouvelables, les Etats membres de l'Union européenne (UE) se sont engagés à couvrir à l'horizon 2020 10 % de leur consommation d'énergie globale dans le secteur des transports par des sources d'énergie renouvelables. Les Etats membres comptent y arriver presque exclusivement par l'adjonction d'agrocarburants au diesel et à l'essence. A cette fin on estime qu'une surface 27 fois supérieure à la surface du Luxembourg serait nécessaire pour cultiver des palmiers à huile, du maïs, du soja, de la canne à sucre, du blé, du colza et de nombreuses autres espèces de plantes alimentaires afin de produire des agrocarburants. Ceci a de graves conséquences pour l'homme et son environnement, dont l'aggravation de la faim, la diminution de la biodiversité, la violation des droits humains et – envers toutes attentes – un impact négatif sur le climat.

Ce qui est en jeu sur le plan européen

La Commission européenne a proposé en 2012 un projet de réglementation qui limiterait à la fois le recours aux denrées alimentaires pour produire des agrocarburants et qui pourrait amoindrir les effets climatiques qui en résultent. Après le vote décevant au Parlement européen en septembre dernier sur cette proposition de la Commission, c'est maintenant au Conseil des ministres de l'énergie de trancher.

Selon une proposition de la Présidence lituanienne de l'UE les agrocarburants produits sur base de denrées alimentaires pourraient couvrir jusqu'à 7 % de la consommation d'énergie dans le secteur des transports. Ceci est bien supérieur aux 4,5 % utilisés actuellement et même plus que ce que la Commission européenne n'avait proposé. Si le Conseil donne son accord à la proposition lituanienne, il rate l'occasion de limiter les effets dévastateurs de la production d'agrocarburants sur les prix des denrées alimentaires et sur la sécurité alimentaire.

En outre, dans la proposition de la Présidence de l'UE la prise en compte de la conversion de terres qui résulte de la production d'agrocarburants, un effet connu sous l'appellation « changement d'affectation du sol indirect » (CASI), est considérablement affaibli. En conséquence même les types d'agrocarburants qui émettent plus de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles qu'ils sont censés remplacer, continueraient à être utilisés.

La Présidence de l'UE propose aussi un comptage multiple d'agrocarburants dits « progressifs », et ceci non seulement dans le secteur des transports mais dans tous les secteurs couverts par la directive sur le énergie renouvelables. Cette démarche entraverait fortement l'objectif de l'UE de couvrir 20 % de sa consommation énergétique sur base d'énergies renouvelables d'ici 2020.

Ce que CEREALKILLER demande au nouveau Gouvernement luxembourgeois

CEREALKILLER félicite le Gouvernement luxembourgeois sortant d'avoir plaidé, ensemble avec le Royaume-Uni, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Belgique pour une législation européenne plus stricte, et attend à ce que le nouveau Gouvernement s'engage lui aussi activement pour un renforcement de la réglementation européenne en matière d'agrocarburants.

Le 12 décembre prochain les ministres de l'énergie de l'UE vont arrêter une position commune. Les ONG lancent un appel au nouveau Gouvernement luxembourgeois à se prononcer explicitement contre la proposition de la Présidence lituanienne. Il devra insister sur l'introduction de facteurs CASI, sur une forte limitation de production d'agrocarburants dérivés de denrées alimentaires et de ressources non durables ainsi que sur l'introduction de critères durables strictes. Le comptage multiple d'agrocarburants dits « progressifs » dans le cadre de la directive d'énergies renouvelables doit clairement être refusé.

Pour plus d'informations:

Norry Schneider, Caritas Luxembourg, Tél. 621 652 762
Martina Holbach, Greenpeace Luxemburg, Tél. 621 233 362

Le texte de la pétition se trouve sous www.cerealkiller.lu

(1) les organisations qui soutiennent la campagne CEREALKILLER: Action Solidarité Tiers Monde (ASTM), Aktioun Öffentlechen Transport (AÖT), Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI), Attac Luxembourg, Bio-Lëtzebuerg, Bridderlech Deelen, Caritas Luxembourg, Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL), Cercle de Coopération, Commission luxembourgeoise Justice et Paix, Conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise (CGJL), Église Catholique à Luxembourg, etika, Eurosolar Lëtzebuerg, Fairtrade Lëtzebuerg, Frères des Hommes, Greenpeace Luxembourg, Lëtzebuerger Velos-Initiativ, Mouvement Écologique, natur&ëmwelt, Orang Utan Help Lëtzebuerg, SOS Faim Luxembourg, Vegan Society Luxembourg.